

# « Pour lutter contre le réchauffement climatique, la France et l'Allemagne ont tout intérêt à jouer dans la même équipe ! »

PAR MARC-ANTOINE EYL-MAZZEGA, DIRECTEUR DU CENTRE ÉNERGIE & CLIMAT, IFRI

**T**rente ans après le début de la réunification, l'Allemagne se lance dans un nouveau chantier titanesque : atteindre la neutralité climatique en 2045 et réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 65 % d'ici à 2030 (par rapport à 1990) !

Les choix allemands, concernant la sortie quasi finalisée du nucléaire (...) ou la non limitation systématique de la vitesse sur les autoroutes, peuvent paraître insensés vus de France. Les faits donnent raison aux plus sceptiques : les émissions du secteur électrique baissent mais insuffisamment au regard du potentiel, et ce malgré des sommes d'argent colossales mobilisées et les capacités renouvelables installées ; le boom des énergies renouvelables a connu un net ralentissement ces dernières années (en comparaison, le Japon a une capacité photovoltaïque installée supérieure, le Royaume-Uni est en tête pour l'éolien offshore) ; le charbon et le gaz ont pallié au manque de vent et ont fait bondir les émissions de GES en 2021 (...); et les secteurs du transport et du bâtiment ne progressent pas. Les objectifs pour 2022 et 2023 sont déjà considérés comme hors d'atteinte par le nouveau

vice-chancelier et ministre de l'Économie et du Climat, Robert Habeck. Pourtant, la baisse d'environ 40 % des émissions allemandes par rapport à 1990 paraît spectaculaire. Elle s'explique en partie par la fermeture des usines très émettrices de GES en ex-RDA et de certaines centrales à charbon. La production annuelle d'électricité à partir du charbon a ainsi baissé, de 300 TWh dans les années 2000 à 150 TWh en 2021.

## Épée de Damoclès

Consciente de ce bilan trop insuffisant, l'Allemagne entend désormais accélérer sur tous les fronts. Trois partis se sont alliés pour réaliser une mission ardue : sortir du charbon dès 2030, en multipliant par quatre les capacités solaires installées et par deux les capacités éoliennes, afin de viser au final 80 % d'électricité renouvelable. Il s'agit également de devenir le champion de la mobilité électrique, et de lancer concrètement l'hydrogène, tout en fermant définitivement la page du nucléaire civil. Le tout, en garantissant une énergie compétitive, sûre et verte à des industries inquiètes. À vrai dire, l'Allemagne n'a pas le choix : la Cour constitutionnelle

fait peser une épée de Damoclès sur le gouvernement en place, sommé de réduire ses émissions de GES au nom des générations futures. Mais pour la première fois en Europe, les Verts qui pilotent le super ministère de l'Économie et du Climat, sont à la manœuvre.

## Atouts et paradoxes

La force de l'Allemagne : une capacité financière d'emprunt gigantesque, qui sera mobilisée massivement, notamment pour l'hydrogène ou la décarbonation de l'industrie, à travers les *contracts for difference* ou les projets importants d'intérêt européen commun. Mais aussi, des programmes de recherche et développement, et de passage à l'échelle, notamment sur le stockage d'électricité, le solaire, l'hydrogène, l'économie circulaire et la mobilité propre. Ses paradoxes : la sortie du charbon va nécessiter plus de 20 GW de nouvelles centrales à gaz et des importations d'électricité et d'hydrogène. Mais aussi, immensément plus d'électricité bas carbone pour alimenter les 10 GW d'électrolyseurs désormais prévus pour 2030, et l'électrification du chauffage résidentiel qui dépend encore largement du fioul et du gaz.

## Prendre acte

La France doit prendre acte du choix de l'Allemagne de sortir du nucléaire en priorité, et au détriment d'une diminution plus rapide de ses émissions. Inutile de se moquer du bilan de l'*Energiewende* (2000-2020) qu'on peut voir comme une phase d'échauffement, et concentrons-nous sur les deux prochaines mi-temps de ce match : 2020 – 2030 et 2030 – 2045 (et non pas 2050 !) Si elle veut faire le poids face à l'Allemagne, la France doit elle aussi pouvoir démontrer l'efficacité de ses mesures de décarbonation : l'accélération du déploiement des

**« LA FRANCE DOIT PRENDRE ACTE DU CHOIX DE L'ALLEMAGNE DE SORTIR DU NUCLÉAIRE EN PRIORITÉ ! »**

énergies renouvelables, la démonstration que le nucléaire nouveau est un véritable atout, le pilotage de la décarbonation de l'industrie nationale et sa digitalisation. Un chantier que l'Allemagne va aborder avec du retard, mais des moyens importants (...)

En 2022, il sera également nécessaire de négocier les enjeux du paquet de législations européennes pour le climat *Fit for 55* : le débat sur l'organisation du marché européen de l'électricité, la réforme du marché carbone (ETS) ainsi que les mesures destinées à renforcer l'autonomie industrielle de l'Europe. Mais aussi profiter de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, et de la présidence allemande du G7, pour peser face à la Chine, à la Russie et aux États-Unis, tout en enclenchant le mécanisme de soutien à la fermeture de centrales à charbon dans le monde, et en réglementant les émissions associées à nos importations... Et ce n'est pas tout ! L'Allemagne et la France vont devoir amorcer une stratégie crédible et offensive sur les métaux et minerais... à la veille d'un véritable boom de la demande, à laquelle l'offre ne parviendra pas à s'adapter, tirant les prix à la hausse et provoquant des limitations d'approvisionnement... Une crise qui s'accompagnera d'un super ouragan géopolitique dont les Européens, comme pour le gaz, pourraient bien à nouveau faire les frais. Si elles veulent sortir gagnante de ces futures négociations, la France et l'Allemagne ont tout intérêt à jouer dans la même équipe ! ●

**Tribune parue le 5 janvier 2022.**  
**À lire dans son intégralité sur le site :**  
[www.connaissance-desenergies.org](http://www.connaissance-desenergies.org)